



cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

Ça peut servir !

[Niches fiscales : la stratégie grossière du gouvernement](#) : Le dernier billet de l'observatoire de la justice fiscale paru ce jour.

Agenda militant

Samedi 14 juin

14h à l'annexe de la Bourse du Travail
67 rue de Turbigo Paris 3^e

[Les Services publics et La Sécurité Sociale](#)
confrontés aux échéances politiques.

ATD Quart-Monde tiendra [son assemblée générale](#).
L'après-midi sera consacrée à sa campagne contre
la maltraitance institutionnelle.

Vendredi 20 juin

centre culturel Arrêt 59, Péruwelz

«Des mots aux gestes de travail»

Spectacle avec Thierry Duirat, Collectif Étymologie
poétique, et Thierry Moral, conteur. Ce spectacle
donne voix et forme aux regards et aspirations de
jeunes en formation dans le territoire transfrontalier
Péruwelz/Valenciennois.

Il est issu d'ateliers artistiques, de réflexions à partir
d'explorations linguistiques autour des mots du
TRAVAIL. Les artistes restituent cette parole avec
ce spectacle théâtral, visuel et sonore, directement
inspiré de leurs témoignages et écrits.

Entrée libre sur réservation : 0 3 20 89 40 60 |
info@travailetculture.org

Samedi 21 juin

Deuxième rencontre nationale
du réseau des collectifs locaux
du Nouveau Front populaire.
9h30 à 17h - Rendez-vous à la
Bourse du Travail, salle Hénaff,
29 blvd du Temple, Paris 11.
Métro République.

Samedi 5 juillet

[Journée internationale des
coopératives](#)

Du 5 au 21 juillet

[Festival du peu](#)
à Le Broc (06) Art contemporain,
culture et lien social

En ce printemps, rien n'est moins sûr !

Depuis l'élection de Trump, les scrutins polonais ou portugais confirment la poussée de l'extrême droite. Les exactions de groupes nazillons se multiplient tandis que ceux-ci défilent en plein Paris sans que le ministre de l'intérieur n'y voit quoi que ce soit à redire. Dans le même temps, l'opinion internationale semble basculer à propos de la Palestine et du génocide mené par Israël. Netanyahu est (un peu) critiqué dans le monde et sérieusement mis en cause en interne.

Au Proche-Orient, le Liban paraît reprendre un peu d'autorité, au moment où le dialogue irano-américain se réenclenche. Ces discussions servent les intérêts de deux régimes autoritaires ; éloigneront-elles les tensions persistantes ? Sur le front des risques nucléaires, nous ne pouvons nous en désintéresser...

Dans ce basculement général, où les points de repères demeurent des signaux bien faibles, le droit international agonise. Trump coupe les vivres à USAID et aux ONG ; l'ONU est d'une impuissance totale. L'OMS prêche dans un désert médiatique révélateur. La fin du multilatéralisme n'a pour l'instant produit que le renforcement de la loi du plus fort. La réunion des BRICS début juillet marquera-t-elle la relance d'une dynamique différente ???

Cet effacement du droit international trouve écho dans un affaïssement du droit, y compris en France (où des élus contestent par une loi d'opportunité une décision de justice contre l'A69).

Mais le Capital génère ses contradictions : le président colombien en appelle au peuple pour imposer des réformes refusées par le Parlement, au Mexique, c'est pour renouveler la justice. En Serbie, le mouvement continue, des points d'appui résistent en Espagne.

Quant à la gauche, elle est partout en grande difficulté. Le petit sursaut de Die Linke ne compense pas l'effondrement des gauches portugaises. Surtout la gauche ne se sort pas de son enlèvement dans les thèses libérales, xénophobes et son enkystement dans les appareils de pouvoir. Elle n'arrive pas à porter un imaginaire de rupture, une visée alternative et subit le ressac conservateur. Quand elle ne l'alimente pas ...

Cette gauche petite est un grand malheur quand il faudrait se porter à l'offensive. S'appuyer sur ces exigences. Revendiquer une mondialité de liberté, d'égalité et de droits. Même les arguments climatiques -et ils ne manquent pas- ne sont pas mobilisés pour défendre une transition écologique pourtant tout à fait indispensable. Rien n'est moins sûr, pas même le pire !

● Patrick Vassallo

Quand les peuples pèsent sur la marche du monde

Début mai, à Bruxelles, 80 000 personnes ont manifesté pour un embargo militaire et l'arrêt des échanges favorisant le génocide à Gaza. En Angleterre, des organisations de défense des droits humains tentent de bloquer les exportations de pièces fabriquées au Royaume-Uni et équipant des avions de combat américains destinés à Israël. En septembre 2024, déjà, 200 associations de la société civile en Europe avaient lancé un appel à suspendre l'accord d'association existant entre UE et Israël. On pourrait multiplier les exemples où la solidarité avec Gaza s'accompagne désormais de pressions sur les institutions pour que ces dernières prennent des mesures susceptibles d'arrêter la guerre.

C'est ce qui peut expliquer que l'Union européenne sorte enfin de sa passivité. La Commission européenne déclare réexaminer son accord d'association avec Israël. Le Royaume-Uni suspend un accord de libre-échange avec Israël. Le gouvernement espagnol accueille le 1er juin une vingtaine de pays pour envisager des sanctions et arrêter la guerre en Palestine. Les peuples doivent encore accentuer leurs pressions pour que la communauté internationale passe **dès maintenant** aux actes notamment en bloquant les livraisons d'armes, les accords d'association et d'échanges et en reconnaissant l'Etat palestinien. En obligeant les gouvernements à se conformer au respect des droits humains, ceux qui se mobilisent contribuent à freiner la déshumanisation et la fascisation en cours, tout en faisant l'expérience de leur capacité à peser à nouveau sur le cours des choses.

● JOSIANE ZARKA

Désarmer Bolloré une mobilisation créative et dynamique

Les 23-24 mai dernier, Bolloré a dû entendre ses oreilles siffler dans le Finistère. Pas moins de trois rendez-vous sur mer et sur terre ont ponctué ce week-end de mobilisation contre l'empire médiatique, et colonialiste du milliardaire. Sur mer : une flottille de 50 bateaux s'appretait à débarquer sur l'île privatisée par Bolloré, mais la Préfecture maritime a interdit le secteur des Glénan à toute navigation, la flottille a cependant mené son action dans la baie de Concarneau et débarqué sur la plage du Cap Coz, rejointe par des manifestant.es.



© Leverlesvoiles

Sur terre, à Guiscriff, un village antifasciste a accueilli près de 3000 personnes, pour des tables rondes sur l'empire Bolloré et les actions pour le désarmer, une AG, des concerts, et une cantine autogérée. Et sur terre toujours, un pique-nique et une manifestation à Ergué-Gabéric se sont déroulés sur le site de l'usine Bolloré Blue Solutions, entreprise spécialisée dans la conception et la fabrication de batteries au lithium pour véhicules, drones, ordinateurs...

Une belle capacité de mobilisation et d'organisation des collectifs **Lever les voiles** (contre l'empire Bolloré), et **les Soulèvements de la terre**, avec la présence sur le village de plusieurs organisations et médias comme Solidaires, Attac, le NPA, LFI, le Planning Familial, Guerre à la guerre, Reporterre, Survie, ...

Les 3 conférences ont fait chapiteau plein. Des médias et des éditions indépendants (Éditions Massot, Blast, Splann, Contre-attaque, Lisbeth) ont alimenté la conférence sur l'empire médiatique de Bolloré, Attac, la revue *Silence*, l'association Survie ont alimenté celle sur son empire colonial, et le Planning familial, VISA, le média Lorient la combative, et un journaliste du Poher ont débattu des formes de mobilisations contre l'extrême droite.

Bolloré n'est pas seulement à la tête d'un groupe dont le chiffre d'affaires s'élève à 19 milliards d'euros, il se prête à des pratiques brutales et illégales : exploitation illégale de ressources naturelles en Afrique, fraude fiscale, corruption d'agents publics pour obtenir la gestion des ports de Conakry et Lomé, tentatives de censure...

Désarmer Bolloré, pour désarmer un des fers de lance du système capitaliste français, une œuvre d'intérêt général !

● SYLVIE LARUE

<https://lessoulevementsdelaterre.org/blog/convergence-navale-village-antifasciste-et-pique-nique-tonique--retour-sur-deux-jours-de-mobilisation-contre-bollore-et-son-monde-dans-le-finistere>.

Faire circuler les idées et créer des espaces d'échanges

Les 17 et 18 mai derniers, Marseille a accueilli la première édition du FLIP (Festival du livre indépendant et politique). Organisé par les éditions Agone, Amsterdam, Les éditions sociales et La Dispute, ce festival a réuni une vingtaine de maisons d'édition de sciences humaines et une librairie indépendantes sur les terrasses du SOMA et de La Brasserie communale. L'objectif : un événement festif, gratuit et ouvert à tous et toutes ; un espace de valorisation des acteurs indépendants de la chaîne du livre et de sensibilisation du grand public à ces enjeux-là, et enfin un espace de réunion et d'échanges.

Le FLIP a été créé dans un contexte politique où les idées de la droite et l'extrême droite se banalisent et sont largement diffusées et relayées. Il a été pensé pour réaliser ce que les livres font le mieux : faire circuler les idées et créer des espaces d'échanges. Il était naturel qu'il soit aussi un espace de débat. Le public était donc invité à écouter et participer aux trois tables rondes, autour du thème de l'anti-impérialisme. La table ronde qui a ouvert le festival présentait les raisons de sa création et abordait la question de la concentration dans le monde du livre. Les tables rondes suivantes, réunissant des chercheurs et chercheuses et journalistes spécialisés, se sont quant à elles concentrées, pour l'une, sur les régions de la Palestine, du Kurdistan et de l'Afrique de l'Ouest afin d'aborder la question d'un basculement autoritaire mondial ; l'autre souhaitait ouvrir des pistes de réflexion et s'interroger sur les stratégies à adopter pour un internationalisme révolutionnaire et contre l'alignement militariste.

Finalement, le bilan de cette première édition ouvre des perspectives optimistes quant à la capacité des acteurs indépendants à s'organiser et à l'enthousiasme du public envers ce genre d'initiatives.

● L'ÉQUIPE FLIP

États-Unis : la locomotive verte syndicale

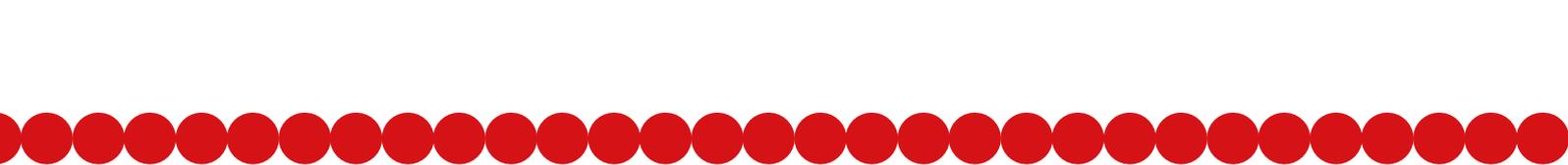


Les travailleurs syndiqués qui fabriquent des locomotives diesel dans une usine de Pennsylvanie ont lancé une campagne en faveur de la fabrication de locomotives plus écologiques avec pour objectif de réduire la pollution causée par les trains diesel tout en revitalisant leur usine de fabrication de moteurs de locomotives à Erie. Après avoir effectué ses propres recherches, la section syndicale 506 des United Electrical Workers (UEW) a fait valoir que les travailleurs possédaient l'expertise nécessaire pour faire cette réorientation écologiste qui pourrait créer des emplois supplémentaires. Les membres du syndicat national United Electrical Workers ont approuvé le «projet de locomotive verte» lors de leur

convention nationale, et le syndicat s'est mis d'accord sur un plan de défense de ce projet. Le syndicat, ainsi que des organisations de défense de l'environnement, ont également plaidé en faveur d'une réglementation plus stricte obligeant les chemins de fer à utiliser des locomotives à combustion plus propres pour les longs trajets et à utiliser des locomotives électriques, où elles peuvent être alimentées en électricité par des lignes aériennes et être plus facilement rechargées. Une étude réalisée en 2023 à la demande du syndicat a révélé que le passage à la production de locomotives vertes créerait entre 2600 et 4300 emplois à l'usine d'Erie, ainsi que de nouveaux emplois pour la communauté environnante en raison de l'augmentation de la demande de biens et de services locaux.

« Le secteur ferroviaire est devenu de plus en plus polluant et dangereux. Nous avons expliqué cette nouvelle technologie verte dans le syndicat et de plus en plus de membres ont commencé à poser des questions sur la manière de s'impliquer. Malheureusement, les progrès réalisés dans le domaine des locomotives électriques sont désormais en suspens sous la nouvelle administration Trump. En défendant le projet de locomotive verte, le syndicat lutte contre un lobby très puissant de l'industrie ferroviaire américaine - les magnats de l'industrie » a déclaré début mai Scott Slawson, président de la section locale 506 (1400 membres).

● PATRICK LE TRÉHONDAT



POST-CAPITALISME

Ce débat fait suite au numéro d'avril sur l'impasse du capitalisme et son stade non aménageable. Il s'agit d'interroger ce que pourrait être le post-capitalisme, d'explorer comment des revendications, souhaits, aspirations qui ont du mal à trouver leurs mots peuvent dessiner la perspective d'une autre société débarrassée du capitalisme et de l'ensemble des aliénations et dominations.

Battre en brèche l'idée que vivre autre chose relèverait de l'impossible ? En finir avec le caractère trop souvent éparse des luttes qui ont du mal à dégager du commun ?

S'interroger sur le fonctionnement d'une société fondée sur le développement humain et non sur la course financière, ne pourrait-il pas aider à donner leur sens aux luttes concrètes et ainsi redéfinir même la politique ? Comment la part nouvelle d'humanité que l'on pourrait dégager d'éléments concrets, mis ensemble, pourrait commencer à dessiner de nouvelles cohérences d'une société plus efficace pour assurer la réalisation de soi et de nouveaux communs écologiquement vertueux ? Comme nous ne sommes pas le seul peuple à tenter d'aller vers de tels objectifs, n'y a-t-il pas déjà des convergences nouvelles, à partir d'expériences singulières en cours ?

Votre gorge est serrée ? Vous ressentez des nausées, un poids sur la poitrine, une perte de sens de l'orientation, ou un goût amer dans la bouche ? Contre tous ces maux, et tous les autres, un seul remède : «Le Grand Soulagement». Une méthode simple, efficace et pratique. Des objectifs clairs, à atteindre par étapes, grâce à une série de petits gestes précis à accomplir au quotidien. Dès les premiers résultats obtenus, vous pourrez développer votre méthode autonome en inventant vos propres gestes apaisants. Bientôt, grâce au «Grand Soulagement», vos tourments ne seront plus qu'un mauvais souvenir.

Les affiches du [Grand Soulagement](#) sont apparues en avril 2021 sur les murs de différentes villes en France. Il est instigué par Quentin Faucompré et Cyril Pedrosa. Merci à eux pour leur inventivité.

PREMIÈRES RÉFLEXIONS

En amont de notre visioconférence cinq contributeurs et contributrices ont rédigé leurs premières réflexions.

Pour Pierre Zarka affronter l'immédiat sans nous inscrire vers une autre société, nous enferme dans une errance sans lendemain. **Et si, plutôt que d'accepter des réalités que l'on nous présente comme incontournables, on opérât un renversement copernicien des conceptions ? Si c'est le fonctionnement de la société qui doit s'adapter aux personnes et non l'inverse ?** L'intérêt de faire société n'est-il pas le développement de chacun/e où chaque avancée tend vers une nouvelle civilisation où la personne en est le tenant et les aboutissants ? Incompatible avec le capital. Est-ce que cela implique un tout ou rien ? Non : chaque avancée débouchant sur de nouvelles questions, il s'agit d'un mouvement jamais fini.

Makan Rafatdjou souligne **la colonisation insidieuse de nos imaginaires par le capitalisme, qui imprègne au quotidien la structuration culturelle, sociale, économique, écologique, spatiale et temporelle de nos modes de vie et de relation pour devenir une structuration sociétale globale prégnante qui apparaît comme naturelle.** Cette domination, en l'absence d'alternative, enferme les luttes dans des réponses du marché capitaliste. A l'exemple de la sécurité sociale, démarchander les communs dans une société garantissant pour tous l'éducation, la formation l'alimentation, le logement, l'accès à l'énergie, à la mobilité, à la culture, etc. concrétise la possibilité du post-capitalisme : démanteler ce qui est socialement aliénant et écologiquement néfaste et concrétiser les puissances socialement émancipatrices, écologiquement vertueuses qui sont déjà-là ! On peut commencer dès à présent à remplacer ainsi la défense du pouvoir d'achat par celui du pouvoir de vie.

Pour Josiane Zarka **la crise de la globalisation capitaliste ouvre un nouvel espace pour imaginer une autre mondialisation par et pour les peuples.** Nous ne pouvons penser le futur par un repli sur soi, ni par le seul débat entre libre-échangeisme ou protectionnisme. Penser un au-delà du capitalisme c'est s'interroger sur la nature des relations inter-

nationales et les repenser dans une nouvelle cohérence intégrant la diversité des situations. La solidarité internationale ne doit pas être entendue comme une valeur morale, mais comme la conséquence de l'interdépendance des peuples, impliquant une responsabilité commune et un intérêt mutuel des peuples. Dans cette voie, le mouvement altermondialiste a ouvert des pistes sur les communs des expérimentations en cours.

Pour Bernadette Bouchard penser le monde tel que nous le voudrions, suppose de bien connaître les tenants et aboutissants du capitalisme, car il est urgent de s'en débarrasser. Pour dessiner ce futur, elle part des écrits de Christian Ansperger : **s'orienter vers de nouveaux principes de vie ; inaugurer une vision communaliste de l'économie, créer des communautés existentielles critiques avec une éthique de la simplicité volontaire, de la redistribution radicalement égalitaire et de la démocratisation profonde.** En développant des communs, en apprenant à s'auto-organiser à tous les niveaux, sans chef, mais avec des responsables devant les participants, nous apprendrons à grignoter le capitalisme pour qu'il s'écroule.

Enfin, Corinne Lepage appelle à visibiliser les déjà-là, souvent empêchés, invisibilisés, moqués. **La peur qui tétanise c'est moins la question d'un monde post-capitaliste, que la réalité telle que nous la vivons aujourd'hui, qui ne laisse place à aucun autre. C'est l'existant qui bloque la possibilité d'imaginer autre chose.** Notre nouvel imaginaire pourrait partir de ces déjà-là. Il est un impensé pointé comme un problème abyssal. L'exemple de la sécurité sociale permet de penser un salaire pouvant s'étendre tout au long de la vie, et inclure de nouvelles branches (le logement, l'alimentation...), les moyens de faire émerger des coopérations en tout genre et vivre décemment la vie, et un « nous » dans une vision collective et intersectionnelle.

● La rédaction

BIFURQUER NÉCESSITE UNE VISÉE

Jean-Marie Harribey

Je peux résumer ce qui pourrait être progressivement mis en œuvre pour amorcer une transition bifurcation, en trois points que je développe dans un de mes livres dont le sous-titre est : « Le trou noir du capitalisme ». Le trou noir, c'est cette image adoptée par les astrophysiciens pour examiner ce qu'ils appellent des désastres, dont la force de gravitation est telle qu'elles absorbent tout, toute matière, toute lumière. Ce qui fait qu'on ne les voit pas, d'où le nom. Le capitalisme a cette voracité de vouloir absorber toutes les activités humaines. Donc pour amorcer cette transition/bifurcation, je vois trois choses. Reprenons à l'envers ce que disait le grand anthropologue de l'entre deux guerres Karl Polanyi : si le capitalisme privatisait le travail, la monnaie et la nature ce serait la fin de la société. Donc il faut prendre cela à l'envers en disant qu'il faut réhabiliter le travail, socialiser la monnaie et instituer la nature.

Et au-delà, sauver tout l'espace non marchand. **Je pense que le gros travail que les militants, les théoriciens, qui ont pris le parti de la recherche de l'émancipation doivent faire, c'est théoriser la démarchandisation de la société et mettre en pratique cette démarchandisation. Théoriser, ça veut dire qu'il faut réhabiliter le travail comme seul producteur de la valeur, et maintenant soumettre cette production à des normes sociales, et écologiques qui ne peuvent plus être mises sur la touche de la théorisation de la démarchandisation.** Penser ce que sont la valeur et la richesse, de façon à pouvoir construire progressivement une légitimation de la transition à opérer. Tout cela, j'essaye d'y réfléchir là depuis un certain nombre d'années, d'où le dernier petit livre qui réhabilite cette question de la valeur et de la démarchandisation qu'il faut accomplir.

Pierre Zarka

Pour moi, il y a éparpillement par manque de perception de ce que j'appelle un dénominateur commun à tous ces mouvements. Et il y a aussi de l'errance au plan politique. Il faut s'interroger sur ce qui manque. **On se bat sur des enjeux réels mais séparés les uns des autres sans vision d'une cohérence entre eux. Alors que comme le dit Jean-Marie, la question de la transition vers la bifurcation est de fait posée.** On parle parfois à propos d'un acte de « déjà là » mais pour que cet acte devienne du « déjà là » cela sup-

pose d'entrevoir le « pas encore là ». Le premier n'est pas perçu comme dynamique sans une idée du second. Et si, j'utilise l'expression « déjà là » c'est parce que j'ai en tête du « pas encore là ».

Pour qu'il y ait processus transformateur il faut un minimum de conscience de vers quoi tendre ce processus. Il ne s'agit pas de prétendre tout décrire mais de se mettre en perspective avec des contours transformateurs afin de construire notre propre récit. Mais qui le construit ?

Par exemple les salarié/es d'Arcelor Mittal mettent en avant que Mittal détourne l'argent des contribuables pour délocaliser. A partir de là : qui doit décider ? L'État ? De « bons » élus ? Ou le monde du travail ? Les gens ? Où doit aller l'argent ? En dividendes ? Ou en services publics et salaires ? Si intervenir ainsi ça ne fait pas encore la Révolution, cela ferait qu'une autre cohérence commencerait à être dans le débat public. Des actes existants si on les inscrit comme déjà là pour aller vers autre chose qui s'inscrit consciemment vers du hors capitalisme, ils prennent alors une dimension révolutionnaire. Je ne suis donc pas dans l'abstrait mais bien dans l'immédiat.

Ne pouvons-nous pas faire considérer l'humain comme tenant et aboutissant, comme auteur et bénéficiaire.

Il n'y a pas d'un côté le social et d'un autre la participation citoyenne aux définitions des changements nécessaires et à la maîtrise des grands outils de production des biens et des services ? **Ce qui induit que la propriété capitaliste ne peut être remplacée par la propriété d'État (on l'a vu à l'Est au XX^{ème} siècle) mais par la maîtrise des salarié/es et des usager/es.** Le terme maîtrise envoie davantage à l'engagement des personnes que celui de propriété. On voit alors combien la démocratie ne peut se limiter au petit.

La démocratie c'est l'intégration des tensions, des contradictions, des confrontations dans une normalité revendiquée dans la mesure où l'on avance vers une société solidaire. Par solidaire je n'entends pas la charité mais la conscience que nos sorts sont interdépendants, entre nous et interdépendants entre nous et notre environnement.

Makan Rafatdjou

Aucune valeur (affective, éthique ou sociétale...) n'a de valeur pour le capital si elle ne peut être captée dans la sphère marchande. Le plus flagrant ces derniers temps c'est la démocratie elle-même ! Les enjeux d'écologie, de climat, de justice, d'égalité, d'émancipation, d'autonomie, de société et de civilisation à l'échelle planétaire dans un monde fini n'induisent-ils pas d'autres valeurs en amont même de la valeur d'usage ?

La valeur de vie : préserver, prendre soin de toute vie biolo-

Théoriser la démarchandisation de la société.



© #legrandsoulagement

gique, et réparer tous les méfaits en ce sens, pour transmettre la planète, reçue en héritage par nous les dépositaires actuels, plus saine aux générations futures.

La valeur du commun, des «communs donnés» : tout ce que nous partageons et nous impactent de fait (l'air, l'eau, le sol...), et des «communs construits», collectivement, en interrelations (interdépendances et interactivités), socle solidaire de fait des sociétés et civilisations.

Sur le « déjà là » et le « pas encore là ». Pour Henri Lefebvre l'enjeu de la transformation c'est ce que nous faisons du « virtuel » dans l'existant : des potentialités en puissance, visibles ou cachées, idéelles ou matérielles, en éclosion ou forclusion, manifestes ou obérées, afin de rendre possibles celles émancipatrices et vertueuses et impossibles celles aliénantes et néfastes. Il a développé l'exemple du quotidien comme champ de l'ensemble de nos vies, activités et relations, où se (re)forment

**La valeur du commun,
des «communs donnés
et des «communs construits».**

en permanence la production et la reproduction des rapports sociaux. **Vaste champ de bataille contre le capital et le marché. Car il ne s'agit pas seulement de l'améliorer mais d'en maîtriser pleinement les finalités et modalités mêmes de son devenir** : à quoi on tient, vers quoi on tend, comment on opère ce processus de transformation ? Sans oublier que la visée qui l'oriente et l'état futur à faire advenir ne seront pas exemptes de contradictions, essence même du mouvement historique, un processus toujours plus ou moins ouvert, finalisé mais jamais achevé.

Mais qui écrit le métarécit de ce processus ? Ni avant-gardes, ni institutions partidaires, ni une poignée d'éclairés et encore moins de politiques professionnels. **Il ne peut être qu'œuvre commune, induisant et traduisant agirs en commun et intelligences collectives**, une mise en œuvre de l'autogestion et auto-organisation rompant avec les révolutions d'antan : grands soirs et lendemains qui déchantent.

Daniel Rome

Je rajouterai une question : la sécurité sociale de l'alimentation portée par des centaines de collectifs. Je sais que certains autour de la table ont des désaccords. Il me semble cependant



que **poser la question de la sécurité sociale de l'alimentation c'est réfléchir à socialiser des dépenses pour permettre à tout le monde de se nourrir correctement et sainement. Rendre universel le droit de se nourrir et de manger à sa faim.** C'est aussi questionner ce qu'il y a dans notre assiette et comment ce que nous mangeons est

produit. De manière générale, ça ouvre un débat qui, à mon avis, est beaucoup plus large. **Ça soulève la question de la démarchandisation** et comment on peut y travailler, comment on peut faire en sorte qu'un certain nombre d'activités économiques sortent du domaine du marché et de la rentabilité immédiate pour essayer de construire un autre monde. ●

DE LA MONDIALISATION À LA MONDIALITÉ

Josiane Zarka

Aujourd'hui on ne peut pas construire une alternative au capitalisme qui ne soit pas pensée à l'échelle du monde.

Inscrire nos combats dans une visée, c'est leur donner du sens. C'est éviter les fausses solutions comme la fausse alternative libre-échange/protectionnisme ou encore l'engagement de certains pays émergents dans le libre-échange et la mise en concurrence des peuples en pensant résoudre leur problème de développement.

Une politique cohérente du monde pourrait se bâtir autour de 3 grands axes :

- Une écologie politique du monde qui travaillerait sur le vivant et sa reproduction avec notamment la ques-

tion du travail et le rapport Humains/Nature.

- Une politique de relation et de coopération qui traiterait des œuvres humaines (Homo Faber) et du patrimoine commun de l'humanité.

- Une politique des conflits et une redéfinition de la démocratie véritable dans la sphère politique où se joue l'action des citoyens et des États.

Ces grands axes seront à décliner, non pas dans un programme ficelé, mais en réinterrogeant chaque enjeu dans sa dimension mondialisée : le rapport capital/travail, l'environnement, la démocratie, le développement, les échanges, la maîtrise et la réorientation des flux de capitaux ainsi que le droit et les institutions internationales.

La juriste Mireille Delmas-Marty dans son manifeste « Pour une



© #legrandsoulagement



La conscience grandit d'une commune appartenance au monde.

mondialité apaisée », milite pour « une mondialité multiple mais qui appelle un ordonnancement commun » constitué de principes politiques et juridiques qui permettent le pluralisme et ne suppriment pas les contradictions, mais les régulent. Pour que des régulations soient admises comme légitimes, encore faut-il une vision commune de l'humanité, autrement dit, il faudrait partager un même humanisme et redéfinir des valeurs communes.

Des éléments existent déjà dans la réalité, qui peuvent constituer des points d'appuis, à condition de les inscrire dans une telle visée.

Il existe une nouvelle réalité du monde qu'Edouard Glissant et d'autres appellent mondialité pour la différencier du terme de mondialisation pollué par le capitalisme. Elle postule que les processus de mondialisation, engendrant des déplacements à la fois anthropologiques, philosophiques et culturels, font émerger des relations, des esthétiques à la fois communes et plurielles. La conscience grandit d'une commune appartenance au monde dans laquelle chaque décision a des conséquences sur les autres humains et sur la nature.

Ces évolutions ont déjà débouché sur un agir politique pluriel et commun. Le mouvement altermondialiste s'est doté d'un corpus d'idées et d'expérimentations fécondes.

Une mondialité alternative pousse à un travail de redéfinition des concepts. Paradoxalement, la mondialisation a étendu le champ de la démocratie à travers le monde mais en la réduisant à des procédures : élections libres, alternances électorales, respect individuel des droits de l'homme. **La démocratie véritable comme construction d'espaces publics communs de délibération et de décision pour et par les peuples, reste à repenser à l'échelle du monde.**

Patrick Le Tréhondat

Que sait-on de la rupture avec le capitalisme ? **Ce ne peut être une rupture franche et nette telle que nos imaginaires ont été nourris par les expériences du 20^e siècle. Et en même temps, on sait que cette ou ces ruptures passent par des affrontements.** C'est un processus fait d'avancées et de reculs. Pour tout dire, oui, la révolution est d'actualité, elle n'a pas une actualité sous la forme d'un grand soir, la prise du palais d'hiver. Au cours de ce processus, nous construisons l'après. En inventant, je dirais des garanties, contre le danger mortel de tout processus révolutionnaire, à savoir sa bureaucratisation. Son usurpation par une couche particulière issue même de ce processus. Nous avons une difficulté à expliquer ces aspects contradictoires. En même temps, la volonté de changer l'ordre des choses a besoin d'un horizon d'utopies.

Bernadette

Que rajouter à ce qu'a dit Pierre. Si on y arrivait, ce serait merveilleux, c'est vrai qu'on est tous interdépendants et avec l'espace et tout ça. **C'est vrai, tout ça, mais bon. ça ne donne pas la solution concrète. Que fait-on de ça ? ●**



NE PAS ÊTRE HORS-SOL

Sylvie Larue

Ne pas être vécu comme des gens hors sol, est un souci qu'on partage. J'essaie dans mes pratiques militantes de faire vivre cette affaire. Ce vers quoi je veux aller, c'est ce que Pierre appelle le « pas encore là ». **Il y a un principe qui me paraît très important, c'est l'autogestion, l'auto-organisation.** Grâce à cette autogestion/auto-organisation, c'est la possibilité de reprendre la main sur notre travail. Peut-être là, je rejoins des préoccupations de Jean-Marie. Et dans le cadre des services publics. Je travaille dans l'éducation. J'essaie en même temps de débattre de ce que peut être l'autogestion et l'auto-organisation, et en même temps à chaque étape de notre vie au boulot, de voir comment on peut s'emparer de cette affaire. **Pour ne plus paraître hors sol ; à un moment donné dans mon collège, on avait une direction qui ne tenait absolument pas la route et, au bout du compte c'était un peu nous qui portions l'établissement.** L'équipe des profs se réunissait toute seule et avançait sur ce qu'il y avait à faire. On gérait beaucoup de choses sans la direction. Ce n'est pas simple, quand il n'y a pas de direction qui tient la route. On a eu ensuite un chef d'établissement, enfin une adjointe plus exactement qui a eu vent que cette idée commençait à être partagée. Qu'il y avait

On ne peut pas penser le post-capitalisme simplement comme une question économique.

une volonté d'auto-organiser et d'autogérer le boulot. Et elle est arrivée en disant: mais qu'est-ce que c'est que ce bazar ! Il va falloir respecter la hiérarchie et tout le monde à sa place. Elle ne l'a pas dit comme ça mais son objectif, c'était la reprise en main par la direction des choix d'établissement importants. Et du coup, ça a été extrêmement conflictuel. Et ça a terminé par le fait qu'elle demande sa mutation.

Quand on arrive à être sur cette idée d'autogestion – auto-organisation, le rapport de force bouge. Il est construit de manière dynamique. Il n'est pas seulement subi.

Patrick Vassallo

On ne peut pas penser le post-capitalisme simplement comme une question économique.

Si on veut en finir avec une société de domination plurielle, c'est à toutes les dominations qu'il faut s'en prendre. Donc ça laisse ouverte la question du rapport au vivant. On pourrait imaginer et donc travailler déjà aujourd'hui dans ce sens et Sylvie vient de l'indiquer. Autogestion, auto-organisation c'est se poser la question : comment on veut vivre ensemble, quelle société on veut ? Et ce n'est pas seulement une société démarchandisée. Ce n'est pas seulement une société où le travail est repensé par rapport au reste de l'activité. Si on veut sortir des cadres actuels qui sont autant de carcans, de bagnes idéologiques, peut-être faut-il dépasser cette distinction entre travail et hors travail. Autre réflexion que je me fais, je n'ai pas de réponse toute faite à proposer, **On est**

pour une société d'émancipation individuelle et collective. Est-ce que ça n'oblige pas à redéfinir totalement ce qu'on entend par la valeur ou les valeurs. Parce que c'est un oxymore démarchandiser pour aboutir aux valeurs. Une valeur, ça vaut quelque chose, donc. Ça ne veut pas dire que l'on pourrait avoir des activités ou des produits qui ne vaudraient rien au sens capitaliste du terme et de l'accumulation.

Est-ce que le partage ça a une valeur ? Est-ce que, alors certains diraient que c'est de l'autogestion, une coopérative d'habitants ça a une valeur ? C'est la valeur du régisseur qui ferait le boulot, sinon ce n'est pas le même boulot du tout dont il s'agirait. Voilà, il me semble que l'on n'échappe pas à ces questions et que ne pas échapper à ces questions, c'est y compris déjà les poser dans un certain nombre d'utopie concrète, comme dirait Michel Riot-Sarcey ou de déjà là, comme on dit dans notre jargon. Mais je pense qu'on est obligé de dépasser la question de l'économie. Pas pour la nier pour l'intégrer, mais parce qu'il y a bien d'autres dominations qui nous bousillent la vie et la société aujourd'hui et la planète.

Pierre Zarka

Je croiserai « Ne pas planer » et la question de Bernadette disant en gros, tout ça, c'est bien beau, mais concrètement, comment on fait ? Et ce que vient de dire Patrick sur les valeurs. Dans le mouvement, sur les retraites il y avait des pancartes qui posaient la question de la place du travail et des êtres humains : Je ne veux pas gâcher ma vie à la gagner. C'est-à-dire qu'on dépassait de fait la question dans son sens strictement économique. D'autres questions auraient pu être posées de manière audible : l'argent, d'où il vient. ? A quoi

L'extension de la sécurité sociale à d'autres domaines a généré un petit débat dans le débat. Comment allier socialisation par de nouveaux communs sociaux et écologiques et justice sociale dans une alternative au capitalisme? Débat fondamental sur les pensées et pratiques de transformation et rupture interpellant les finalités et la place future de l'économie. Cerises y reviendra bientôt.

J-M. Harribey : Je ne suis pas convaincu que la cotisation sociale aurait vocation à financer tous les besoins sociaux : la sécu que l'on connaît, la maladie, la retraite, le chômage, les allocations familiales, et le logement, l'eau, la nourriture, l'accès à la culture, etc. Je sais très bien d'où vient cette idée du salaire à vie, de la cotisation qui remplace l'impôt, et pense qu'on a à mener deux batailles : **les cotisations sociales financent la protection sociale, et le rôle de l'impôt doit être réhabilité. Rendre inutile l'impôt c'est rendre inutile l'impôt progressif.** C'est le grand avantage de l'impôt sur le revenu, et aussi sur le patrimoine, pour avoir une **double fonction spécifique : payer les services publics, et redistribuer les richesses.** La cotisation sociale ne fonctionne pas pareil et n'a pas pour fonction principale de réduire les inégalités de revenus.

M. Rafatdjou : les deux semblent nécessaires, pour des raisons différentes et complémentaires. Étendre les cotisations à tout le nécessaire d'un socle incompressible indispensable à une vie décente et digne n'est pas les généraliser. Elles seraient **les principes directeurs, normatifs, de communs hautement qualitatifs accessibles à toutes et tous tout au long de la vie.** Après une réduction de l'écart trop différencié des revenus à la base, les impôts apporteraient les correctifs nécessaires et les solidarités indispensables pour répondre aux autres besoins : équipements et infrastructures, énergies, aménagements et réparations territoriales, fonctions régaliennes... La part de chacun est à discuter, mais **les deux contribueraient ensemble à l'extension du champ démarchandisé,** à l'expulsion du marchand des sphères essentielles vers un «superflu» drastiquement réduit, et à la fin de l'hégémonie marchande (idéologique et politique, économique et financière).

S. Larue : Il faut poursuivre tranquillement ce débat entre impôts et/ou cotisations sociales sans taire les divergences. Un débat qui ne divise pas, **et crée les convergences les plus larges à partir de la diversité des positions. L'important c'est la mise en commun, pour les services publics et pour TOUS nos droits.** Nos droits sociaux, aux allocations, à la santé, et les nouveaux droits à la mobilité, à l'environnement, et ceux du vivant, etc. doivent être défendus.



© #legrandsoulagement

doit-il servir. Et qui décide de ce que l'on en fait ? On pouvait commencer à changer la nature du mouvement, être sur une transformation de la nature du processus. C'est-à-dire ne plus être limité à des mouvements sociaux comme on dit, qui est une manière de s'amputer. Mais sur la question politique. Et on est déjà sur l'alternative.

Pour poser la question sur le travail, sur l'argent, les valeurs au-delà de l'économie ce que vient de dire Patrick ou sur qui décide, il faut que j'aie une petite idée derrière la tête sur le post-capitalisme. Sur le pas encore là. D'où la nécessité non pas de prétendre guider mais d'utiliser du pas encore là pour éclairer à rebours le déjà. Et lui donner un autre sens à savoir viser à de la transformation.

Avec le recul, il y a de ce point vue, une occasion manquée. **La définition de la sécurité sociale. C'est quoi ? C'est : de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins. C'est une des définitions que donne Marx du communisme.**

Au lieu d'en faire un levier pour transformer le sens de la société, on en a fait un acquis social à défendre et ce faisant, on en réduit la portée. Dans la création des services publics, il y avait rupture afin qu'on puisse amener l'électricité dans des endroits qui sont à des centaines de kilomètres des centrales comme dans les zones rurales. Il y a rupture avec la question de la rentabilité financière mais on ne l'a jamais posée comme telle. On

Penser le présent et penser le futur est l'enjeu d'une bataille idéologique de tous les jours.

a alors affaibli la portée de ce qui pouvait se faire.

La question de Patrick Le Tréhondat sur l'adversité : Je ne rêve pas d'un mouvement, qui serait lisse et sans adversité. Mais **prendre la mesure de l'adversité fait partie de la prise de conscience.** Les gilets jaunes, pas seulement au moment où on leur a tapé dessus ; au moment où, en gros, le gouvernement les a traités comme des moins que rien, ont pris conscience de quel côté était le gouvernement. L'adversité a été un moment prise de conscience.

Je reviens à l'exemple de la retraite. Je me souviens de commentaires : bien sûr c'est toujours aux mêmes qu'on demande des sacrifices, et c'est toujours aux mêmes qu'on ne demande rien. Tiens bonjour, la lutte des classes.

C'est-à-dire que si on a cette démarche d'aller dans l'au-delà du déjà là, alors même l'adversité peut être un point d'appui pour faire prendre conscience de la nature du processus et des questions auxquelles on se heurte.

Olivier Frachon

Je repartirai de ce que disait Makan sur la colonisation des esprits. Nous sommes dans un moment où la bataille idéologique est essentielle.

Si je reprends ce que dit Pierre sur la sécu, voire sur le statut des industries électriques et gazières. Je ne l'ai compris comme un déjà là que trop tard. Et sans mesurer ce que cela portait et la véritable nature des enjeux lors de la CSG par exemple. Ou de ce que portait le statut des IEG, au-delà de la commémoration de 1946 et de Marcel Paul, par exemple ce que portait comme déjà là et préfigurateur d'un futur possible le salaire à vie dont on bénéficiait avec le statut des IEG. Sans mesurer en quoi c'était aussi du pas encore là.



© #legrandsoulagement

Penser le présent et penser le futur est l'enjeu d'une bataille idéologique de tous les jours.

Je suis frappé par les affiches de structures proposant des cryptomonnaies, les commissions les plus faibles, les transferts les plus rapides et faciles,... Et dans le même temps je constate que de plus en plus de personnes parlent des cryptomonnaies, des possibilités de gagner de l'argent... Notamment parmi les plus jeunes. Au point que l'actualité est maintenant faite sur les rapt des proches des dirigeants des start-ups œuvrant dans les cryptos.

Or qu'est-ce que la cryptomonnaie sinon une privatisation de ce qui est de fait un bien commun : la monnaie ? Et penser que la monnaie peut créer de la richesse n'est-ce pas légitimer la spéculation ? N'est-ce pas là révélateur d'une défaite idéologique quant à la capacité à imaginer le monde futur ?

Autre exemple : le couple loisir/travail.

Pour moi ce que j'entends, notamment dans les générations plus jeunes, y compris chez mes enfants, c'est que le travail est un temps de vie, un moment où on donne son temps contre de l'argent, argent nécessaire pour vivre sa vie en dehors du travail. Et les loisirs deviennent la vie elle-même, le travail n'étant que l'échange marchand de temps contre de l'argent.

N'y a-t-il pas là un renoncement à contester le pouvoir au sein des

entreprises, un renoncement à peser, à intervenir sur le contenu du travail ? L'organisation des entreprises a aussi renforcé cette situation, interdisant l'expression des contradictions, au point que quand l'activité devient insupportable, nombreux sont ceux qui s'en vont, démissionnent pour aller ailleurs. Finalement n'est-ce pas la loi de l'offre et de la demande qui triomphe une fois encore ?

Et finalement comme la vie se joue ailleurs, dans les loisirs, moins de temps on passe au travail, plus on a de jours en télé-travail mieux c'est !

J'ai lu le livre de Yanis Varoufakis, un échange avec son père décédé qui était un communiste grec. Il lui rappelle qu'il pensait tous les deux le dépassement du capitalisme par une société ou le bonheur humain serait là, une société qu'on appelait le socialisme. Et il conclut en constatant que **si le capitalisme va être dépassé, parce qu'il se transforme, c'est par une société qui loin de libérer les humains, les aliène plus encore, le techno-féodalisme !**

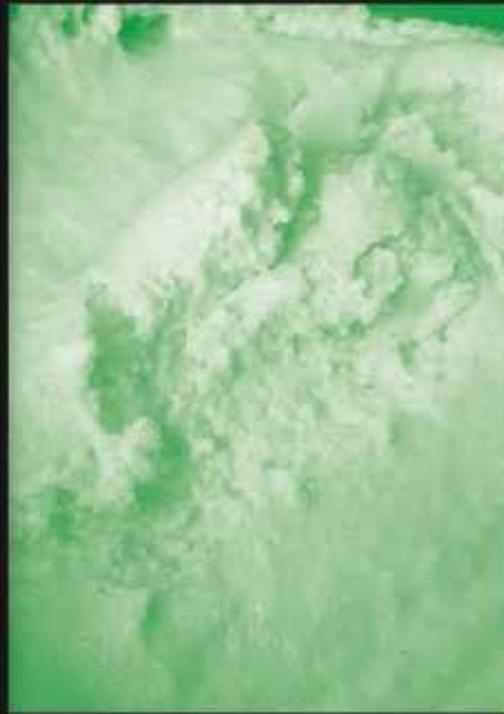
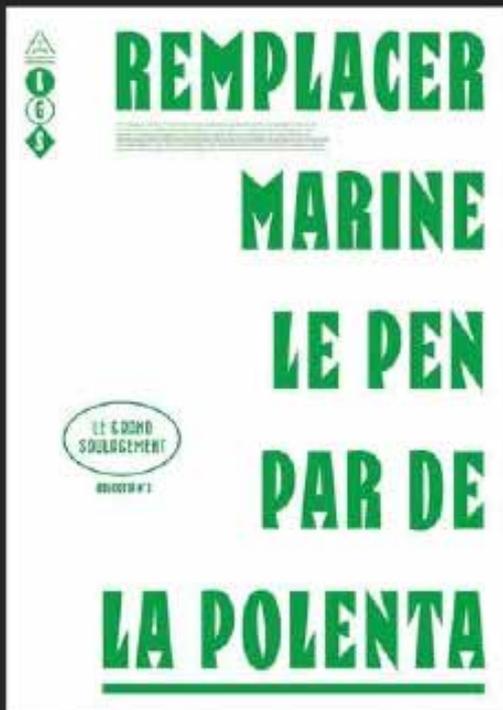
On a besoin de mener une bataille des idées et pour cela il nous faut aussi un récit qui articule les déjà là et les pas encore là que décrit Pierre. Un récit qui nous permette de nous projeter dans les biens communs, dans l'autogestion, par exemple. Or l'autogestion qui en parle aujourd'hui ? Où sont les mots d'ordre syndicaux sur ce thème ?

C'est très bien de s'autogérer, mais comment le partage-t-on, comment crée-t-on du désir autour de cet espoir et l'idée de lutter pour ?

Daniel Rome

Comment faire du « déjà là », comment construire des choses ?

Il nous faut aussi un récit qui articule les déjà là et les pas encore là.



Je trouve que, pour avoir animé des soirées ATTAC avec des jeunes militants, **il y a une véritable volonté de la part de la jeune génération de construire un monde différent ; ils ne posent pas la question de la révolution en termes de grand soir, ils posent la question de la révolution sur une question qui leur paraît essentielle**, en prenant l'exemple de l'alimentation, parce **qu'ils remettent en cause la capacité du capitalisme à leur offrir un monde meilleur**, parce qu'ils voient des millions de gens qui ne mangent pas à leur faim alors que dans le même temps on jette chaque année des centaines de tonnes de nourriture.

Je pense que, pour construire un monde nouveau, il faut faire du concret. L'autre question c'est comment ? **Nous devons travailler à l'hégémonie culturelle. Pas de grand soir, mais il faut que les idées qu'on va défendre fassent écho dans la population et que nous n'ayons pas peur de l'utopie et de la radicalité.** Les jeunes générations se mobilisent et font de l'anticapitalisme, parfois sans y accoler de mots. Je pense, par exemple, à tous les mouvements comme zéro déchet ou le Soulèvement des Terres. Les jeunes, les gens se demandent comment faire pour construire un monde différent. Un monde post-capitaliste. **Comment travailler à ces nouveaux défis ?**

En faisant du concret, et je crois que, depuis une cinquantaine d'années **un peu partout dans le monde, il y a eu plein d'exemples où les gens ont essayé de construire concrètement un nouveau monde.** Je pourrais parler pêle-mêle des LIP, de Notre-Dame-des-Landes, des exemples de démocratie réinventée comme au Chiapas ou encore des femmes qui se sont battues admirablement dans le Kurdistan

syrien, à la Rojava ne séparant pas luttes contre les oppressions et lutte contre le patriarcat.

Comment prendre le pouvoir, comment dépasser les dominations ? etc... Donc il y a déjà des ferments forts dans les luttes mondiales depuis un demi-siècle, mais on ne sait pas forcément toujours lui donner une connotation politique, et malheureusement, je finirai là-dessus, ce qui devient dominant c'est plutôt la remise en cause de la démocratie.

Jean-Marie Harribey

Le concept de valeur est d'ordre strictement socio-anthropique. **A mon avis l'idée qu'il y aurait une valeur intrinsèque en dehors de l'être humain, qu'il y aurait un en amont, est une contradiction dans les termes, quasiment un oxymore.** Seul l'être humain peut dire la valeur, que ce soit sur le plan économique ou sur le plan philosophique, sur le plan éthique, etc.

Le malheur est que, en Français et sans doute aussi dans d'autres langues, le mot valeur est polysémique. C'est à dire qu'il va désigner à la fois ce qui relève des registres de l'économie, de l'éthique, de la philosophie, de la politique, du culturel, etc. **Cette polysémie est assez gênante, mais moi, je soutiens depuis des années l'idée, là, qu'il y a une incommensurabilité entre ce qui relève d'un registre, et ce qui relève d'un autre. Alors qu'au contraire, le capital tend justement à tout ramener à l'ordre économique.**

Je crois qu'il faut se battre pour vivifier cette idée qu'il y a une incommensurabilité entre ce que les êtres humains peuvent produire, et puis la lumière qui nous vient du soleil, l'eau qui coule des montagnes, etc. Ce sont deux ordres qui sont radi-



©#legrandsoulèvement

calement disjoints. Et bien sûr, la condition, ensuite, c'est de maîtriser à la fois ce qui relève de l'ordre économique, et puis ce qui relève de nos choix philosophiques et éthiques. La deuxième chose que je voudrais dire, qui découle un petit peu de ce qui précède, c'est la mise en cohérence de toutes les luttes contre toutes les dominations.

À mon avis, **cela ne doit pas conduire à substituer au concept d'exploitation de la force de travail, le concept de domination**, On a besoin des deux concepts, mais **il y a une fâcheuse tendance aujourd'hui, dans les milieux alternatifs, progressistes, etc. de substituer le concept de domination au concept d'exploitation de la force de travail**. Cette substitution est mortifère parce qu'elle invisibilise l'exploitation que la force de travail continue de subir, et, en même temps, elle invisibilise les classes populaires. Une invisibilisation des classes populaires avec le discours selon lequel on serait rentré dans la moyennisation de la société, il n'y aurait plus de classes, il n'y aurait qu'une classe moyenne.

Makan Rafatdjou

Oui la dimension socio-anthropique des valeurs est irréductible. «Valeur de vie» et «valeur du commun» n'ont rien d'intrinsèque, et relèvent de nos considérations et

Au tour des autres de dire Non et d'être sur la défensive.

jugements collectifs à l'aune des enjeux complexes et urgents d'aujourd'hui : ce qui devrait être sauvé ou détruit, réparé, amélioré ou inventé, pour consolider notre socle commun de vivants et d'humains avant même d'être approprié par un usage général ou particulier.

Sylvie Larue

Je voulais réagir dans le prolongement de ce que disait Olivier sur la question de la bataille idéologique. **On a un problème avec la gauche : comme elle n'est absolument pas sur un projet global et sur la cohérence d'un projet global de société, elle est continuellement condamnée à réagir sur le terrain de l'adversaire.**

Et en fait, elle est condamnée à être balayée, parce que **quand on est sur le terrain de l'adversaire, on est limité à la défensive et à réagir au coup par coup**. Par exemple, là actuellement. Il y a un rassemblement de gros actionnaires, de fonds de pension si j'ai bien compris à l'invitation de Macron pour solliciter des investissements en France. Quelle parole politique a-t-on aujourd'hui pour dire qu'il faut faire autrement ? C'est-à-dire faire en sorte qu'on ne soit pas obligé d'être soumis au bon vouloir des fonds de pension et des gros actionnaires. Et **comment on réfléchit l'investissement autrement, en se libérant des actionnaires, en se libérant des fonds de pension ?**

Et comment ça pourrait fonctionner autrement. Et si on avait une gauche sociale et politique.

qui portait une parole politique, en disant : nous, on veut faire fonctionner l'investissement d'une autre façon. Au tour des autres de dire Non et d'être sur la défensive. ●

HYPNOCRATIE : TRUMP, MUSK ET LA FABRIQUE DU RÉEL

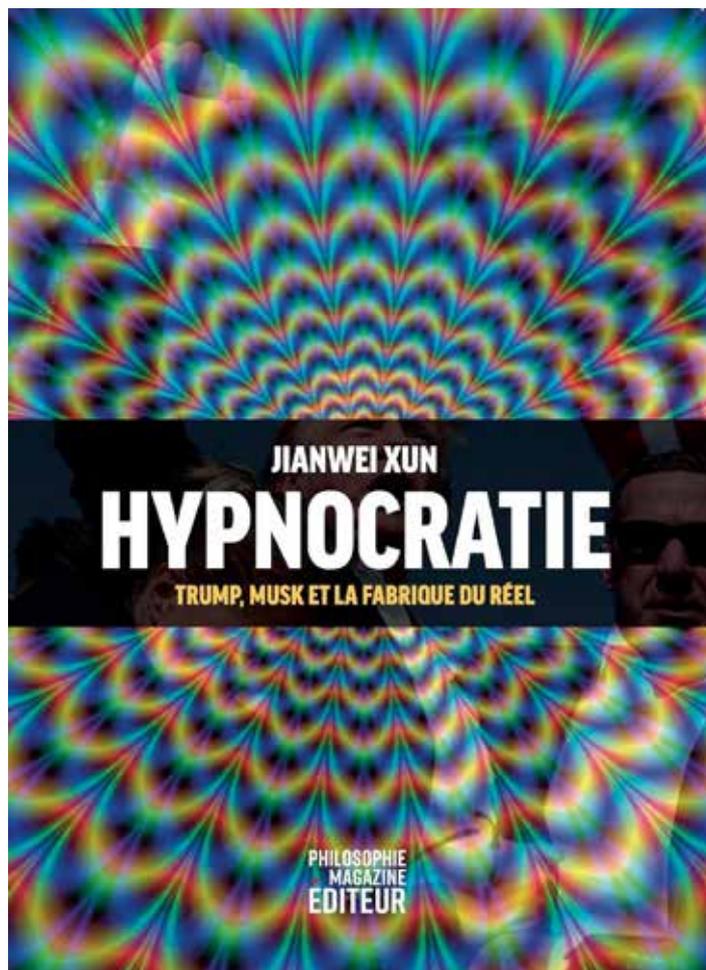
Le capitalisme dont Trump 1 est l'irruption au sommet et Trump 2 le couronnement, génère d'après débats sur ce qu'il a d'inédit. Tout particulièrement sur sa propension à travestir le réel lui-même, sa puissante hégémonie culturelle imposant l'ère de la « post-vérité », et sa capacité de sidération anesthésiant la résistance et se renforçant de toute contestation jouant sur son terrain. Est développée ici une hypothèse plus radicale : une hypnose socio-politique des consciences et une colonisation de notre inconscient pour endormir l'esprit critique et dissoudre la réalité par un flot continu d'informations fragmentées et des suggestions permanentes dans l'ensemble des sphères de nos vies. Exemples de fétiches hypnotiques : Trump et sa logorrhée vidant les mots de sens et les saturant d'émotions, et Musk, captant nos imaginaires dans une transe futuriste perpétuelle. **Pour le capital l'essentiel ce n'est plus tant la propriété des moyens de production que le contrôle des moyens de reproduction de nos esprits.** La moitié du livre détaille l'état présent à partir d'une expérience à l'Université Libre de Berlin : un groupe de chercheurs publie un livre philosophique fictif « L'État crépusculaire numérique » par un auteur fictif Hiroshi Tanaka, donnant lieu à de vifs débats sur le livre et sur la vie de l'auteur ! L'emballage universitaire et médiatique avant la révélation de l'expérience montre qu'à l'ère du numérique la vérité relève moins de faits vérifiables que de réseaux de significations interconnectés et autovalides en boucle dans un présent infini ! La seconde partie s'intéresse à l'insuffisance de nos arts de résistance face aux ruses déployées : limites du fast-checking ; l'omnipotente matrice du plaisir ; fragmentation de nos identités multiples et liquides obérant toute cohérence globale ; assimilation de la dissidence (esthétisation, quantification, personnalisation, marchandisation et aseptisation) ; et critiques sectorielles manquant le cœur du cible.

Le plus important ici n'est pas l'argumentaire mais le livre lui-même ! La postface nous révèle que J. Xun n'existe pas ! Pas plus que l'expérience de Berlin ! L'expérience c'est ce livre lui-même menée par une équipe (journaliste, poète, écrivain, homme politique et philosophe) autour d'Andrea Colamedici. Elle procède d'une méthodologie d'écriture collaborative et d'un dialogue maïeutique avec deux IA génératives. Dans ce travail itératif Colamedici a joué le rôle éditorial axant le livre sur un enjeu contemporain fondamental : comment le pouvoir agit désormais davantage par la maîtrise et la gestion de nos perceptions plutôt que par la coercition. Pour cela il a fait exister l'auteur fictif par la création d'un profil sur Academia.eu avec un article, d'un site web où les IA interagissaient avec le monde social, des références judicieusement placées dans l'écosystème informationnel, et la création d'une agente littéraire fictive

avec qui des dizaines et dizaines de personnes ont dialogué ! A la sortie du livre une analyse du discours d'investiture de Trump par Xun attire cent mille lectures en deux jours, des demandes de traduction affluent de partout, le Figaro publie un entretien avec Xun, et l'Opinion fait part de l'intérêt de Macron pour ces analyses ! L'objectif de cette expérience d'épistémologie expérimentale est de nous interroger sur notre coresponsabilité dans la production de sens et notre lucidité critique et partagée. Cette compétence essentielle relève d'un engagement et d'une vigilance au quotidien.

● Makan Rafatdjou

Jianwei XUN : Hypnocratie, Trump, Musk et la fabrique du réel, Philosophie Magazine Éditeur, 2025, 153 pages, 13,00 euros
(Voir le dossier de Cerises, [Intelligence artificielle : boîte de Pandore ?](#))



SOUDAN, SOUVIENS-TOI

Un magnifique hommage à la jeunesse soudanaise : Le documentaire d'Hind Meddeb *Soudan, souviens-toi* revient sur la révolution soudanaise de 2019 et entre en résonance avec le dossier de *Cerises Pas de paix sans justice sociale*.

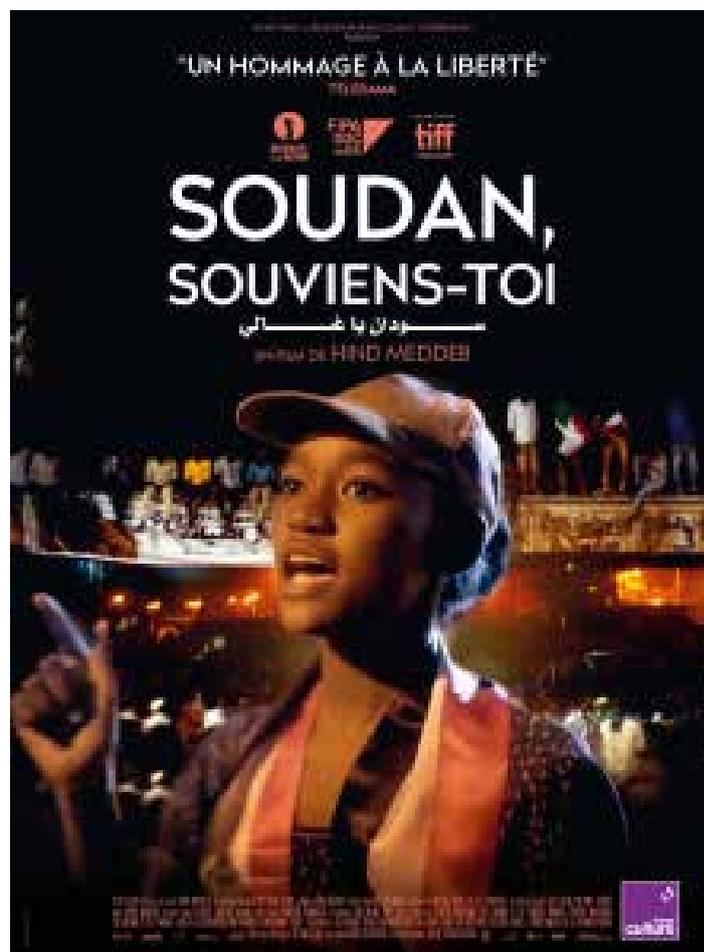
La réalisatrice se rend à Khartoum en avril 2019. Elle filme des femmes et des hommes, jeunes, qui participent au mouvement qui va provoquer la chute du dictateur Omar El Bechir (30 ans de dictature). Quand elle arrive à Khartoum, cela fait déjà 40 jours que des soudanaises et soudanais occupent les quartiers administratifs de Khartoum et organise « la cité utopique ». Caméra à l'épaule elle filme les protagonistes au cœur du mouvement. Des milliers de personnes qui s'organisent, discutent et décident de rester jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites.

Elles réclament un gouvernement citoyen, « madani » (citoyen en arabe). « Nous nous réapproprions notre pays ». « Les militaires à la caserne, les religieux à la mosquée ». Plus que criés, les slogans sont chantés, slamés, dans les manifestations. La poésie est omniprésente ainsi que les fresques murales. Shajane, Rufaida, Maha, Muzamil, Khatab sont quelques-uns des visages de cette révolution. Leurs rêves de liberté, d'égalité et de démocratie se heurtent aux militaires qui ne veulent pas lâcher le pouvoir d'autant que le mouvement porte l'exigence que tous ceux qui ont commis des crimes de guerre soient jugés. Mais dans la nuit de l'Aïd, le 3 juin, l'armée attaque le sit-in, par surprise. Massacres, viols, internet coupé... Pourtant la révolution reprend dès le 30 juin. Un gouvernement de transition sera mis en place. Mais en 2021, un nouveau coup d'état mené par Abdel Fattah al-Burhan interrompt le processus démocratique issu de la Révolution, initialement prévu pour durer 39 mois. En avril 2023 des combats éclatent entre deux composantes de l'armée, les forces régulières et les Forces de soutien rapide, chaque camp se disputant le contrôle exclusif du pays. Le pays est replongé dans la violence. Sur fond de soutien de plusieurs états (Émirats arabes Unis, Égypte, Iran, Turquie, Russie) à l'un ou l'autre camp, tout le monde n'a pas intérêt à ce qu'un régime démocratique voit le jour au Soudan, ce nouveau conflit a provoqué des dizaines de milliers de morts et entraîné le déplacement de près de 13 millions de

personnes. « Ils ont essayé de nous enterrer, ils ne savaient pas que nous étions des graines ». Avec les comités de résistance et malgré les risques, de jeunes femmes et hommes continuent de manifester, de mener des actions de désobéissance civile et de faire grève, utilisant la musique, la poésie ou encore la peinture pour porter leur voix.

● Sylvie Larue

Soudan, souviens-toi, Réalisation Hind Meddeb, Documentaire, 1h16, en salle depuis le 07 mai 2025





Le désir de nouveauté, l'obsolescence au cœur du capitalisme (XV^e - XXI^e siècle)

Comment nos sociétés sont-elles devenues consuméristes et obnubilées par la nouveauté comme valeur en soi et pour soi ? Une analyse critique minutieuse retrace l'histoire de l'émergence de ses socles : dimensions exotiques, esthétiques, de goût, rareté, authenticité, de distinction sociale puis de masse. Histoire riche liée à la naissance et au développement accéléré du capitalisme, de sa raison coloniale à son expansion impérialiste. Histoire conflictuelle faite de mille résistances combattues, et d'après débats philosophiques, politiques, économiques, théologiques sur les caractères moraux, sociétaux, financiers vertueux ou néfastes du consumérisme, et des besoins essentiels et superflus, des Lumières à la fin du XIX^e siècle. Histoire continue où cette néophilie frénétique s'est imposée depuis le XX^e siècle partout dans le monde. Cette illusion socialement virale et écologiquement mortifère a des ressorts multiples, complexes, évolutifs. Mais son principe demeure le « fétichisme de la marchandise » de Marx : dans un monde où production, échange et consommation se présentent comme des sphères séparées, elles s'occulent les unes les autres, et effacent leurs conditions de fabrique, les rapports sociaux et les logiques du profit et de sa captation. L'injonction à la nouveauté est le sésame de la domination générale du marché. Cet édifiant ouvrage mérite un amont analysant les marchés précapitalistes avec déjà la profusion de fabriques, échanges, commerces, modes et styles. A l'exemple de la Perse où *bazars* et *caravansérails* ont structuré le territoire, ou de l'Empire Romain où *cupido* et *libbido*, *appetitus* et *impetus* déclinaient un désir déjà puissant moteur socio-économique.

● Makan Rafatdjou

Le désir de nouveauté, l'obsolescence au cœur du capitalisme (XV^e-XXI^e siècle), Jeanne Guien, La Découverte, 2025, 347 p., 23€



La Vérité est une question politique

L'autrice, philosophe italienne, chercheuse au CNRS, nous livre une réflexion passionnante sur les liens entre Vérité et Politique. Elle avait déjà publié en 2013 *Qu'est-ce que la confiance ?* un premier essai écrit en français. Elle y analysait la notion de confiance sous ses dimensions morales, affectives, épistémiques, politiques et y interrogeait son statut de croyance ou de sentiment. Bien sûr, on peut se demander comment définir la Vérité. Approcher le problème de la vérité suppose en premier lieu de briser l'identification « non philosophique » entre vérité et réalité. Nous avons tendance à juger que ce qui est vrai est ce qui est réel. Nous avons été confrontés sévèrement au moment de la COVID à la difficile cohabitation entre Vérité et Politique alors que les Hommes politiques axent tout leur discours sur la Vérité et la Vérité n'est pas forcément la réalité...

A l'heure de la post-vérité, où des dirigeants politiques comme Eric Ciotti contestent frontalement des éléments de Vérité, à l'heure de la désinformation, à l'heure des affirmations complotistes, ce livre tente de nous éclairer et de remettre les pendules à l'heure.

● Daniel Rome

La Vérité est une question politique

Gloria Origgi -Albin Michel- 19,90€ -février 2024 -172 p.



Le lapin

C'est dur d'être adulte, de renoncer à l'adolescence, aux rendez-vous inavoués, surtout celui qu'on prend avec sa propre mémoire. Souvenir d'une banlieue comme bien d'autres, qu'on a quitté depuis dix ans. On s'y perd parfois, on ne reconnaît plus, mais quand même, la souvenance reste. On peine et on revient au cœur, à la cité où tout a commencé, où tout finit, parfois.

Dix ans après, cette banlieue a changé, mais elle garde son goût, sa prégnance. En sortir, est-ce être adulte ??? Ni sublimation, ni romantisme popu de premier étage. Pas de mélancolie non plus.

Enfermement (dans) la banlieue ? L'école, le collège, le café, les buissons, la cave, ce recoin où se cacher, l'église, le supermarché, ELLE était là. Mille et une bribes, qui font ce que je suis. Elle aussi. Avec qui mon souvenir a rendez-vous.

Chaque personnage de ce roman a un repère mémoriel, un point qui le fait unique et sans nul doute indispensable. Comme le bout d'un puzzle. Tout au long de ces pages se décrit la démarche d'un banlieusard, qui arpente les rues de Becon-les-Bruyères, dans un langage qui fleure le rap et ne manque pas de clins d'œil aux classiques de la littérature.

Mais le souvenir, lui, n'a pas de langage. Elle s'appelle Pauline, pourquoi Pauline ? Quel rendez-vous, donc, sera honoré ? Ou pas...

● Patrick Vassallo

Le lapin, Chloé Delchini, Editions SCRIBES, 2024, 128 pages, 18€



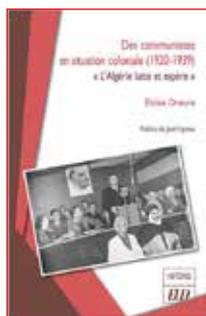
L'Heure des prédateurs

Quand on lit Giuliano Da Empoli, on n'est jamais déçu que ce soit « les ingénieurs du chaos », déjà présenté ici en mars 2024, ou le Mage du Kremlin, roman. Nous présenterons « l'heure des prédateurs », un essai passionnant. L'écrivain italo-suisse analyse comment l'heure des prédateurs a sonné. L'auteur se met dans la peau d'un scribe aztèque et brosse sous forme de tableaux un regard sans complaisance de ces nouveaux prédateurs, parmi lesquels Donald Trump, le salvadorien Bukele ou le saoudien MBS (Mohamed Ben Salmane) qui doit avoir comme livre de chevet « le Prince » de Machiavel, qui fut un modèle pour le sanguinaire César Borgia cinq siècles plus tôt.

Il brosse aussi un tableau d'une autre catégorie de prédateurs : les grands patrons de la Tech qui tracent leur route pour conquérir le monde et le modeler à leur façon. Voir, dans la même veine, le dernier livre de Quin Slobodian présenté ici en avril 2025. Il faut prendre ces deux menaces très au sérieux car c'est la démocratie et le vivre ensemble qui sont pris en étau. Les politiques sont plutôt l'arme au pied : seraient-ils consentants à l'insu de leur plein gré ??

● Daniel Rome

L'Heure des prédateurs, Giuliano Da Empoli, Editions Gallimard, 2025, 160 p., 19€



Des communistes en situation coloniale (1920-1939) : l'Algérie lutte et espère

Éloïse Dreure traite de la naissance de la fédération algérienne de la Section française de l'Internationale communiste (SFIC), qui donna naissance au Parti Communiste algérien en 1936, et de ses difficultés à mêler les revendications sociales de classe et les aspirations nationales algériennes du fait des séparations imposées par le régime de l'indigénat et la culture coloniale.

Le Parti Communiste Français est tout jeune, mais son influence s'étend déjà à l'Algérie colonisée, les militants rejoignant massivement la III^e Internationale lors du congrès de Tours.

Presque tous appartiennent à la population européenne majoritairement française de la colonie. Les voici devant adopter la ligne résolument anticolonialiste de l'Internationale communiste. À leur lutte pour l'indépendance de l'Algérie s'opposent leurs propres résistances mentales, nourries de l'idéologie coloniale et de leur position privilégiée au sein de la colonie. Aux barrières de classe se superpose celle de la « race ». Cependant, le recrutement de militants issus de la population colonisée est une volonté de l'Internationale communiste et participe de la politisation de cette population. Les communistes s'inscrivent ainsi dans ce qui constitue les prémices du mouvement de libération nationale et entrent en contact avec les nationalistes algériens.

● Catherine Destom-Bottin

Des communistes en situation coloniale (1920-1939) : l'Algérie lutte et espère, Éloïse Dreure, Editions universitaires de Dijon, 2024, 320 p., 23 €



Temps courbe à Krems

Depuis Trieste et cette petite région septentrionale d'Italie, qui fut longtemps moldave, voici cinq nouvelles et autant de portraits sur le thème de la vieillesse. Cinq nouvelles que l'on peut lire au prisme du temps, des temps qui vont, des rythmes assoupis avec l'âge, temps aussi des migrations, de ces écarts avec la terre qui dévient une trajectoire ou enracinent un trajet. Vieillesse narrée ici non comme une phase terminale ou un âge ancien, mais comme le moment d'un vieillissement, d'un rapport différent à la société, « sa » société à soi, d'un soi qui bouge. Une représentation qui tient de l'invisibilité autant que de l'effacement ; et autorise une liberté inavouable...

On n'évoque jamais la vieillesse sans la mort. « La mort n'est qu'une éraflure sur la réalité ». Élément d'une réflexion philosophique qui traverse cet ouvrage. Le temps présent n'est-il pas infini ? Le futur existe-t-il quand le passé, lui, existe toujours ? N'est-ce pas le rapport aux autres qui « définit » le temps ? Comme un sablier qui se pare de couleurs variant selon l'exposition, un autre écart. A la maison de retraite, le poète décrit « ce qui passe » alors que le « véritable » n'est-il pas souvent ce qui est réécrit. Qui fait foi !

On lira avec un joli sentiment d'une bienveillance accompagnante ces cinq nouvelles qu'un temps courbe protège des saillies de leur trajet ...

● Patrick Vassallo

Temps courbe à Krems, Claudio Magris, Editions L'Arpenteur, 2022, 121 p., 12,50€



Et la Culture, Bordel !!!

Malgré les dénégations de la ministre de la culture, le budget de son ministère - bien que stable par rapport à 2024 (4,63 milliards €, hors audiovisuel public) - est très nettement insuffisant pour répondre aux ambitions d'une véritable politique culturelle. Pour atteindre le 1% du PIB comme le défend le programme du NFP, il faudrait que le budget passe de 4,63 milliards à 29,2 milliards ! Dans la même veine, un certain nombre de régions (notamment Pays de la Loire et Auvergne-Rhône-Alpes), dirigées par des élus très à droite, ont aussi réduit leur budget culture de plusieurs dizaines voire centaines de millions d'euros. Deux mots reviennent souvent lorsque l'on aborde les politiques culturelles : utile et essentiel. Mais qu'est-ce qui est utile et essentiel et qui décide de ce qui est utile et essentiel ? Si nous étions dans une société autogestionnaire dégagée du carcan néolibéral, l'essentiel résulterait de l'échange des points de vue. Mais le gouvernement a décidé d'aller s'embourber dans les pas de l'extrême-droite à partir de critères très contestables, car les choix qui se sont imposés pour le budget 2025 ont repris l'antienne de la droite la plus réactionnaire qui mène contre la culture une guerre sans merci. Quelques milliardaires s'approprient les grandes maisons d'édition, ils s'approprient les grands médias (journaux, TV) pour formater l'opinion publique et permettre l'accession de l'extrême-droite au sommet du pouvoir. Or, nous considérons, ici, que la Culture est un outil formidable pour notre émancipation individuelle et collective.

La pandémie en 2020 nous a obligés à nous interroger sur ce qui était essentiel et ce qui ne l'était pas. Nous pourrions affirmer que ce qui est essentiel, c'est la bonne santé physique et mentale, l'éducation, la culture, les relations sociales, le travail, la mobilité. Le confinement a eu le mérite de déconfiner les imaginaires et de s'interroger sur nos vrais besoins. Comment produire du commun dans un univers voué à la surconsommation (black Friday) pour satisfaire les actionnaires des grandes multinationales ? Comment produire du commun quand on demande aux libraires de passer sous les fourches caudines des multinationales de l'édition : fermer boutique et inciter les gens à commander sur Amazon. On peut affirmer sans ambages que la culture est essentielle alors que les gros actionnaires n'ont aucune utilité sociale. Ce sont des prédateurs sans vergogne. **La culture dans son acception la plus large est essentielle pour relier les Hommes entre eux.** C'est à la base de toute société humaine depuis la grotte Chauvet jusqu'à nos jours. Aujourd'hui des musées comme le Louvre et les théâtres dans leur ensemble sont menacés dans leur fonctionnement même. Alors construisons ici et maintenant la société que nous voulons : produire du commun, permettre à nos imaginaires de donner du sens à notre vie, à notre travail, à nos amours, à nos relations sociales. Comme disait Gramsci « Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres. »

● Daniel Rome



Le noyau de Cerises est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatdjou, Daniel Rome, Patrick Vassallo, Josiane Zarka, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation qui cheminent ou ont cheminé au sein du réseau AAAEF, de l'Association Autogestion, de l'ACU, d'Attac, de la CGT, d'Ensemble, de FI, de la FSU, du NPA, du PCF, de Solidaires, de l'Union Communiste Libertaire...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à contact@ceriseslacooperative.info

Abonnement gratuit en ligne
<https://ceriseslacooperative.info/abonnement-journal/>